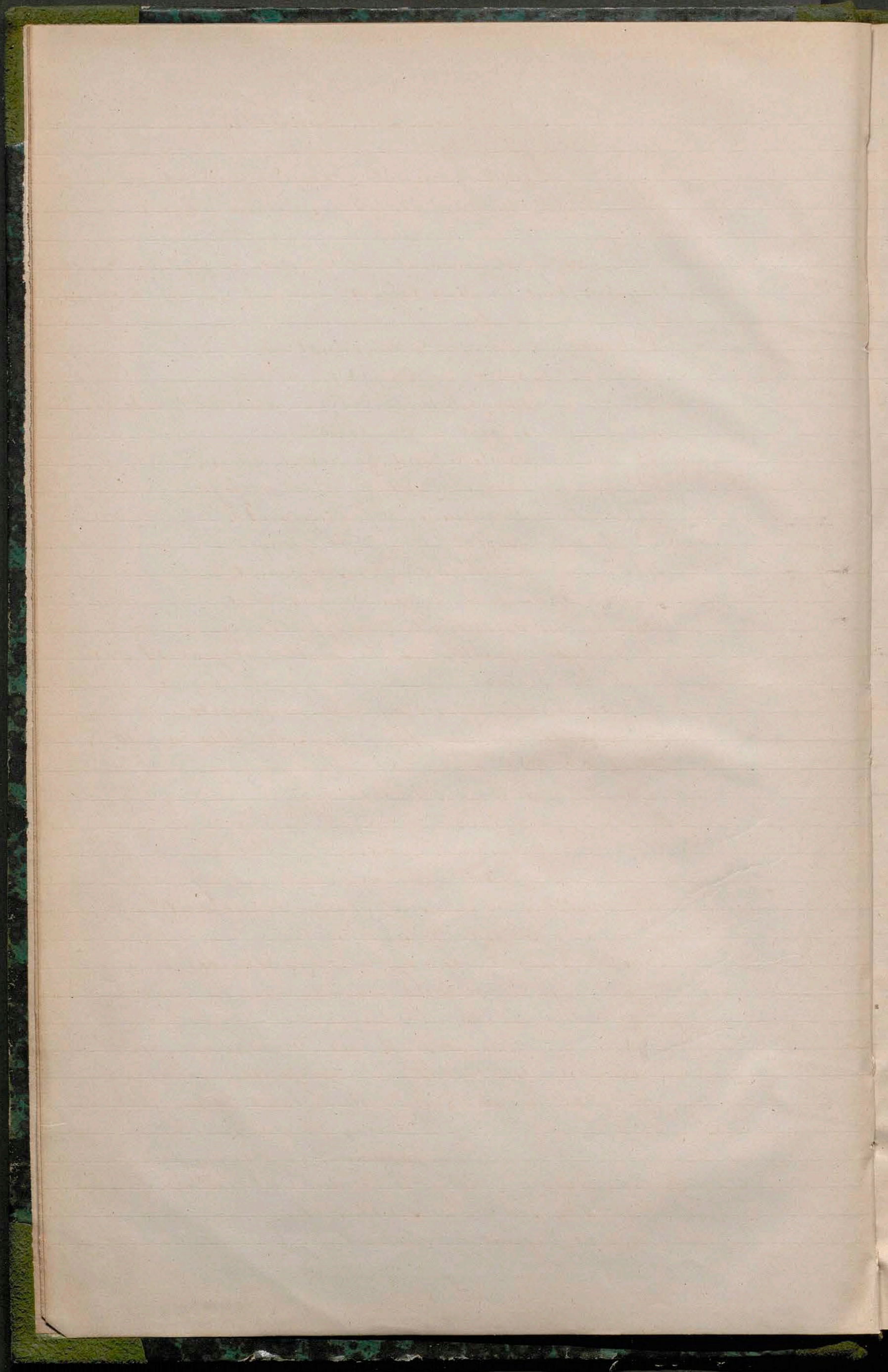


C ~~18.31~~

Commission des Finances

- 1877 -

- *Amintore*



Séance du 12 janvier 1877.

Présidence de M. Rouland, président d'âge.
M. le Cte de Saint-Vallier, secrétaire d'âge.

Après appel nominal, on constate la présence des 18 membres dont les noms suivent, nommés par les 9 bureaux :

M. M.

- 1^{er} bureau : Calmon. — Dauphinot.
- 2^e — d'Andlau. — Cazot.
- 3^e — Lambert de Sainte-Croix. — Amiral Bœu de la Tourne.
- 4^e — Bocher. — Rouland.
- 5^e — Comte de Saint-Vallier. — Sâris.
- 6^e — Souyer-Quertier. — De Kerjégou.
- 7^e — Dauphin. — Rampont.
- 8^e — Buffet. — Boule Guay.
- 9^e — Caillaux. — D. Freycinet.

On procède à l'élection du Président.
nombre des votants : 17 - majorité : 9.
M. Souyer-Quertier est élu président par 15 voix -
2 bulletins blancs.

nomination des deux vice-présidents.
nombre des votants : 18 - majorité absolue : 10.
ont obtenu :

M. M. Caillaux : 11 voix. —
Rouland : 9 voix. —
Calmon : 8 voix. —
Bocher : 8 voix. —

M. Caillaux ayant seul obtenu la majorité, est seul élu.
Second tour de scrutin.

nombre des votants : 17 : majorité absolue : 9.

M. Rouland est élu par 9 voix contre
7 accordés à M. Calmon.

nomination des Secrétaires :
nombre des votants : 18 : majorité absolue : 10
ont obtenu : M. M. le Comte de Saint-Vallier : 18 voix -
Sâris ; 16 voix
Dauphin : 15 voix.

En conséquence, M. M. le Cte de Saint-Vallier, Sâris
et Dauphin sont élus secrétaires.

Le Bureau définitif constitué, M. Souyer-Quertier

prend place au fauteuil et propose à la commission
de la réunir, dans le cas où il lui serait renvoyé
par l'Assemblée un projet motivant une réunion.
Sur la proposition de M. M. Lambert de Sainte
Croix, on décide de se diviser, comme l'an dernier,
en quatre sous-commissions.

1^{re} sous-Commission: Finances: Cinq membres:

M. M. Pouyer-Quertier -

— Bou de Guay -

— Buffet -

— Rocher -

— Caillaux -

2^e sous-Commission: Guerre et Marine: Trois membres

M. M. l'amiral, baron de la Roncière le Noury -

— Colonel Comte d'Andlau

— Rampont

3^e sous-Commission: Affaires étrangères - Instruction
publique - Cultes - Beaux-arts - Justice: Cinq
membres -

M. M. Rouland

— Paris

— Lambert de Sainte Croix -

— Dauphin -

Cte de Saint-Vallier

4^e sous-Commission: Travaux publics - agriculture -
Commerce - Intérieur - Algérie: Cinq membres.

M. M. de Kerjégu -

— Calmou -

— Carot -

— Dauphinot -

— de Freycinet -

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,

Cte de Saint-Vallier

24
Séance Du Mercredi 31 Janvier 1877

Présidence de M. Caillaux, vice-président

La séance est ouverte à 3 heures -

M. le Ministre des Finances saisit la commission d'un projet de loi portant demande d'un crédit de 100,000 f. pris sur le Chapitre XVIII du budget du ministère de la marine et des colonies (exercice 1877) pour venir en aide à nos établissements de l'Inde. -

M. le Ministre déclare qu'il y a urgence à voter ce crédit. Il s'agit de porter secours aux populations de nos établissements de l'Inde, menacées par la famine.

M. le Colonel P^{te} d'Andlau donne lecture à la commission de l'exposé des motifs d'un projet de loi, voté par la Chambre des Députés, portant demande pour le ministère de la Guerre de crédits supplémentaires, sur l'exercice 1877, s'élevant à la somme de 4,497,598 f., s'appliquant à l'augmentation de la solde des officiers.

M. le Ministre de la Guerre prie par M. Caillaux de vouloir bien donner à la Commission des explications au sujet de ce crédit, répond que l'augmentation de la solde porte principalement sur les grades inférieurs :

Ces divisions ont été admises :

1^{re} Officiers d'armes spéciales et assimilés. Etat-major ingénierie et de l'artillerie - Corps d'état-major, intendance etc.

2^{de} Officiers d'infanterie et assimilés -

La solde spéciale qui était précédemment allouée aux officiers des régiments de zouaves et à l'infanterie légère d'Afrique, deviendra applicable à tous les officiers d'infanterie et assimilés -

3^{de} Enfin officiers de Cavalerie et assimilés -

M. le Ministre ajoute qu'il y a urgence à voter ce projet de loi, car on serait obligé - si le Sénat en ajournait le vote - de revenir à l'exercice 1878 qui n'est plus en vigueur depuis le décret du 25 Xbre 1875.

M. le Comte d'Andlau signale à M. le Ministre une différence de chiffre existant entre le projet primitif du

Gouvernement et la loi votée par la Chambre des Députés =

M. le Ministre répond que la Chambre des Députés, tout en admettant le principe du rétablissement des frais de service des officiers généraux, a refusé d'admettre les frais de service des chefs d'état-major généraux du Gouverneur de Paris et de l'Algérie et des commandants des divisions de l'Algérie.

M. Lambert de Croix demande à M. le Ministre si le crédit demandé pour lui figure au budget de 1878?

M. le Ministre répond affirmativement = La question se représentera donc dans la loi de finances.

M. le Cte d'Amblac signale une erreur qui existe dans le tableau sur la solde des officiers d'administration =

M. le Ministre répond qu'une erreur a pu être commise dans le tableau, mais que l'explication du motif est connue en termes assez clairs pour ne pas la laisser subsister =

La Commission approuve, à l'unanimité, le projet de loi et désigne M. le Cte d'Amblac en qualité de rapporteur.

M. le Cte de Saint-Vallier donne lecture à la Commission d'un projet de loi portant : 1^o annulation d'un crédit de 200 000 fr., au titre du Chapitre XVII, exercice 1877 du budget de la Marine et des Colonies ; 2^o l'ouverture d'un crédit de 200 000 fr., au titre du Chap. XVIII du même exercice et du même budget, pour venir en aide à nos établissements français de l'Inde.

Il résume de l'exposé des motifs que la récolte de riz, complètement compromise par une sécheresse persistante, ne peut suffire aux besoins de la population indigène, dont cette denrée est l'alimentation principale ; que la famine est imminente ; que le Gouvernement doit venir immédiatement au secours de cette population si digne d'intérêt et si dévouée à la France, propose de prélever une somme de 200 000 fr. sur le crédit de 200 000 fr. qui figure au Chap. XVII, art. 2 du budget du département de la Marine et des Colonies, exercice 1877, inscrit

pour l'établissement d'un câble télégraphique destiné à relier la Nouvelle Calédonie à l'Australie.

M. L'amiral de la Roncière est d'avis qu'il faut voter le crédit. Il y a là, dit-il, une question d'humanité qui domine toutes les autres considérations. Mais il serait curieux de connaître l'étendue des sacrifices que l'impératrice de l'Angleterre en paiera car : Les Anglais ont les possessions dans l'Inde dont si étendues, ne font pas pour leur établissement, la dixième partie de ce que nous faisons pour les nôtres. Cette considération ne doit cependant pas nous arrêter. Il s'agit d'une question d'humanité. La proposition du gouvernement qui consiste à prélever une somme de 100 000 fr. sur le crédit de 200 000 fr. destiné à l'établissement d'un câble entre Sydney et la Nouvelle Calédonie, doit être adoptée. L'établissement d'un câble qui fut voté en 1874 n'a pu être exécuté, faute de souscription : le crédit demeuré ainsi vacant ne saurait être mieux employé qu'à venir en aide aux populations si éprouvées de l'Inde française.

M. M. Bocher et Lambert D. M. Le Proix blâment cette grande précipitation à voter la loi de finances qui exige, avant tout, une discussion approfondie. Il ne faudrait pas que le gouvernement s'autorisât de ce précédent pour faire voter, au même jour, toutes les autres ^{demandes de} crédits dont il saisisse tout le pouvoir.

M. Dauphinot : Comme l'a dit M. l'amiral de la Roncière, il s'agit ici d'une question d'humanité. Nous devons secourir, sous délai, les populations de l'Inde française. La Chambre des Députés a voté le crédit demandé ; le Sénat ne peut pas ne pas le voter.

La Commission, à l'unanimité, approuve le projet et désigne comme rapporteur, M. l'amiral de la Roncière de Nouy.

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire de la Commission :

C^{te} de Fallis

Séance du Samedi 24 février 1877.

Présidence de M. Rampont, président d'âge.

M. Rampont. Deux projets de loi sont aujourd'hui soumis à l'examen de la commission. Le premier est relatif à une demande de crédits supplémentaires montant ensemble à 2,200,700 f. pour le service colonial (Cochin et Cochinchine). Le second se rapporte à une demande de crédit de 90,136 f. 39 c. concernant la détermination de la parallèle du soleil.

M. l'amiral de la Roncière répond que la sous-commission s'est réunie pour délibérer sur le projet relatif au crédit de 2,200,700 f. pour le service colonial, mais qu'elle n'a pu le faire utilement, à défaut de renseignements et que, par suite, le rapport dont il a été chargé par la sous-commission n'a pu être fait pour la séance d'aujourd'hui. Le projet de loi a été lu à la Chambre des députés certains détails qui, bien qu'ayant porté sur des questions de personnes, pourraient bien se reproduire au Sénat. Il importe donc que la sous-commission soit complètement renseignée au sujet de cette proposition de loi. M. l'amiral de la Roncière demande pour l'ajournement de l'examen du projet, ajournement que la commission accepte.

M. Paris donne lecture à la commission de son rapport sur un projet de loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des Beaux-arts, sur l'exercice 1876 d'un crédit supplémentaire de 90,136 f. 39 c. applicables à divers dépenses relatives à la détermination de la parallèle du soleil.

M. Lambert D. St. Croix demande à M. Paris pourquoi il propose, dans son rapport, de rembourser à M. Janssen ses principal et intérêts, les sommes qu'il a avancées pour mener à bien la mission scientifique qui lui était confiée.

M. Paris répond que M. Janssen n'a pu se contenter des ressources que le Gouvernement lui avait allouées. Elles étaient insuffisantes et il a dû faire de avances importantes, mais s'il a dépassé les crédits qui lui étaient alloués, il s'en fait dans un intérêt exclusivement scientifique et pour assurer le plein succès d'une entreprise où l'honneur de notre pays se trouverait en quelque sorte engagé. Il est donc de toute justice de rembourser aujourd'hui à M. Janssen

en principal et intérêts, les sommes qu'il a avancées -
La situation de M. Jausseau est absolument celle d'un mandataire
vis à vis de son mandant, lequel est tenu de rembourser au
mandataire les avances et frais qu'il a faits pour l'exécution
de son mandat. -

Le rapport de M. Paris est mis aux voix et approuvé à
l'unanimité.

La séance est levée à 2 heures. -

Le Secrétaire de la Commission
Adams

Séance du Samedi 17 mars 1877.

Présidence de M. Caillaux, vice-président.

La séance est ouverte à 2 heures 1/2. -

M. l'amiral Baron de la Roncière le Noury
Donne lecture à la commission de son rapport sur un
projet de loi, précédemment voté par la Chambre
des députés, portant ouverture, au ministre de la
Mer et des Colonies, sur l'exercice 1877 de dépenses
de crédits montant ensemble à 2,200,700 fr. pour le service
colonial (Indes et Cochinchine) -

Les conclusions du rapport sont mises aux voix
et adoptées à l'unanimité.

M. le Président. On a distribué un projet de loi
relatif à la création d'un port à la pointe des Galles
ainsi qu'à l'établissement d'un chemin de fer reliant
ce port à St Pierre et à St Benoît (Réunion) -
La sous-commission a examiné ce projet. Est-
elle en état de faire son rapport?

M. l'amiral de la Roncière répond qu'en effet
la sous-commission a examiné le projet de loi,
mais qu'elle n'a pas eu maille à disputer sur le fond.

pour pouvoir faire son rapport. Elle attend du
ministère de la Marine, des renseignements et une
carte des lieux. — La Chambre des députés s'est
livrée à une discussion assez sérieuse au sujet de
l'établissement du chemin de fer dont on contestait
l'utilité. — Mais que la même Commission aura
les documents qu'elle attend, elle fera son rapport.
M. le Président demande à la commission
si elle ne croit pas utile, en présence des difficultés
que ce projet pourrait soulever d'entendre, avant
de faire le rapport, le ministre de la Marine
et le ministre des Finances?

M. Rouland pense qu'il serait préférable de
discuter le rapport avant d'entendre les ministres.

La commission consultée décide qu'elle entendra
les ministres après la lecture du rapport. —

La séance est levée à 3 heures.

Le secrétaire de la Commission

Ad. Aug. Lamy

Séance du Lundi 19 mars 1877 —

Présidence de M. Pouyer. Quartier —

La séance est ouverte à 3 heures. —

M. le Ministre des Finances assiste à la séance.

M. le Président a couronné la commission sur la
demande de M. le Ministre. Il s'agit du projet
de loi tendant à la suppression de l'impôt sur les savons.
Puis que la commission ne soit pas encore régulièrement
saisie de ce projet, M. le Ministre desire être entendu,
à titre purement officieux, par la commission.

M. le Ministre. — La Chambre des députés

à vote, dans sa précédente séance. Le projet relatif au dégrèvement de l'impôt sur le savoir. Le projet a été présenté par le Gouvernement :

Dans le cours de la dernière session il fut question à la Chambre, et particulièrement à la Commission du Budget, de modifier l'assiette des impôts. Appelé à donner son avis sur cette grave question, M. le Ministre déclara qu'il n'était pas partisan de toucher à l'assiette des nos impôts ; que s'il y avait des réformes à opérer, elles devaient porter sur d'autres points. Qu'un ralentissement sensible s'étant fait sentir, depuis les événements de 1870, dans la production, on devait, avant tout, s'efforcer de lui donner une nouvelle impulsion, en facilitant l'exportation, par l'abolition de certains impôts. Ce système étant donné, M. le Ministre ajouta que parmi les taxes nouvelles qui devraient, à son avis, disparaître en premier lieu, aussi bien que le dégrèvement deviendrait possible, il y avait lieu de placer l'impôt sur le savoir et le droit d'entrée sur les huiles. Ces deux impôts ont été rayés, ajoute M. le Ministre, des prévisions de recette du budget de 1878, et leur suppression est proposée, à partir du 1^{er} janvier prochain.

Les graves motifs ont déterminé M. le Ministre - non toutefois - sans avoir longtemps résisté, à demander immédiatement la suppression de l'impôt - de maintenir de cet impôt ayant été mis en question, et la franchise de la taxe ayant été prévue au budget de 1878, les approvisionnements du commerce et les opérations de fabrication ont été limités aux besoins de la consommation.

D'autre part, malgré la surveillance la plus active de l'administration, un grand nombre de petits fabricants parviennent à se soustraire à l'impôt. L'impôt sur le savoir est donc un impôt fraudé.

Une telle situation peut difficilement se prolonger jusqu'au mois de janvier 1878. Le mal est ici d'autant plus grave, que l'industrie sur laquelle il pèse est concentrée dans la ville de Marseille qui produit les $\frac{3}{4}$ de la production totale des savons.

M. le Ministre des Finances a reçu des renseignements

présent au sujet de la crise qui existe à Marseille. Le
président des Bouches du Rhône et le Directeur des
contributions indirectes lui ont adressé des rapports
qui prouvent que les plaintes formulées par les
fabricants de savon n'ont rien d'exagéré. Si la
crise se prolongeait, 5000 ouvriers se trouveraient
sans ressources.

M. le Ministre demande à la Commission
de voter l'abolition de l'impôt sur les savons.

La commission décide qu'elle se réunira le
lendemain.

La séance est levée à 4 h. $\frac{1}{2}$ -

Le Secrétaire de la Commission.

Adopté

Séance du mercredi 21 Mars 1877 -

Présidence de M. Bouyer. Guertier -

La séance est ouverte à 2 heures.

M. le Directeur des Contributions indirectes de
Marseille et M. Stourm, Chef de service au
Ministère des Finances, assistent à la séance.

M. le Président donne la parole à M. le Directeur
des Contributions indirectes :

M. le Directeur : La crise que traverse en ce moment
l'industrie des savons est des plus graves. Les commandes
se sont arrêtées et avec elles, la fabrication. Deux causes
ont produit cet état de choses. La fraude et la promesse
faite par M. le Ministre des Finances du dégrèvement
de l'impôt à dater du 1^{er} janvier 1878.

La fraude : une grande quantité de savon est livrée
à la consommation, sans avoir acquitté l'impôt.

11
cette fraude s'explique par la facilité avec laquelle certaines
industries fabriquent en chambre, en quelque lieu,
du savon qu'elles livrent immédiatement à la consommation
et qui échappent ainsi à la surveillance de l'administration.
Il en résulte que les fabricants honnêtes qui paient l'impôt,
se trouvent en face d'une concurrence contre laquelle il ne
leur est pas possible de lutter. Leurs plaintes ne portent pas
sur l'impôt en lui-même. Ils le paieraient volontiers - fût-
il même plus élevé - si tous les fabricants l'avaient enception
le payaient. Leur grief repose donc uniquement sur la
fraude à laquelle donne lieu - de la part de la fabrication
clandestine - la perception de l'impôt. L'administration a
fait tous ses efforts pour réprimer la fraude, et, malgré
le zèle qu'elle a déployé, malgré la surveillance qu'elle
a exercée, elle a souvent été impuissante à atteindre le
but qu'elle se proposait. Le personnel est d'ailleurs
insuffisant. Il eût fallu, pour arriver à un résultat
sérieux, augmenter le personnel de 150 employés.

Quant à la seconde cause qui a produit la crise, j'ai
dit que c'était l'annonce anticipée du dégrèvement de l'impôt.
Mais que la promesse de M. le Ministre fût connue,
les commandes se ralentirent sensiblement pour s'arrêter
bientôt après.

M. Bocher. M. le Directeur vient de dire qu'une des
causes de la crise qui traverse l'industrie du savon tient
à l'annonce anticipée du dégrèvement de l'impôt. Si
demain, par exemple, cette espérance s'évanouissait par
le rejet du projet de loi, M. le Directeur ne croit-il
pas qu'une des causes du mal disparaissant ainsi,
cette industrie reprendrait bien vite son cours normal?
M. le Directeur ne le croit pas. Les mêmes plaintes se
reproduiraient. Chaque fois qu'un dégrèvement d'impôt
est annoncé longtemps d'avance, les courages qui entraînent
avec elle cette annonce anticipée, se produisent aussi longtemps
d'avance.

M. Buffet comprend parfaitement que la promesse
de supprimer l'impôt à partir de 1878, ait pu avoir quelque
influence sur les achats en gros. Ils ont pu, en effet, hésiter
à faire de nouveaux achats, lorsqu'ils avaient en perspective
l'abolition prochaine de l'impôt. Mais ce que M. Buffet
ne peut s'expliquer, c'est que la promesse du ministre des

Finances ait pu avoir une influence quelconque sur la consommation de Marseille. Ce qui prouve bien qu'elle n'en a pas eu en effet, c'est que la consommation n'a pas varié.

M. le Directeur dit que la crise existait depuis déjà longtemps à l'état latent; ce qui la a déclenchée, ce qui lui a donné un caractère aigu, c'est l'annonce du Dégrevement prochain de l'impôt.

M. le Président croit que la crise qui se fait sentir actuellement à Marseille tient à des causes étrangères à la fraude, à la spéculation, par exemple: des spéculations considérables se sont faites sur les huiles et les graines depuis quelque temps. Il n'y a pas de proportion entre le prix des huiles et le cours des graines qui servent à les fabriquer. L'exagération de la spéculation a donc pu jeter dans l'industrie des savons le trouble qui elle ressent en ce moment.

M. le Directeur a lu, avant son départ de Marseille M. le Préfet des Bouches du Rhône qui est très partisan de l'abolition du droit d'entrée des huiles et de l'impôt sur les savons. Il lui a dit que si un seul de ces impôts devait être supprimé, il faudrait même supprimer, en premier lieu, le droit d'entrée établi sur les huiles.

M. Stourm croit que la fraude est moins considérable qu'on ne le dit. Dans toute l'impôt sur les savons, comme tous les autres impôts, a pu donner lieu à la fraude; mais la progression constante des recettes prouve, d'abord, que cette fraude a été très limitée et ensuite que l'administration ne peut pas être accusée de manque de surveillance.

La production totale des savons pour la France entière est, dit-on, de 186.000.000 de kilogr. Ce chiffre est exagéré. on doit le réduire à 165 millions. Marseille fabrique 85 millions de kilogr. de savon: les droits perçus sur les savons, dans les Bouches du Rhône, en 1876, se sont élevés à 3.489.000. Or, le produit total de l'impôt est d'un peu plus de six millions. Ces chiffres ont bien leur éloquence et prouvent en effet que la fraude n'est pas très considérable.

M. Bocher: les fabricants soumettent plusieurs

de l'impossibilité où ils se trouvent de lutter contre la concurrence que leur font les fabricants qui ne paient pas l'impôt. Ce grief tendrait à prouver que les fabricants de savon ne sont pas suffisamment exerçés, que la surveillance laisse à désirer. N'y aurait-il pas possibilité de restreindre la fraude, en établissant un mode de surveillance plus efficace que celui qui a été en vigueur jusqu'à ce jour? —

M. le Directeur ne l'espère pas. Il faudrait, pour arriver à un résultat appréciable, augmenter considérablement le personnel, surtout de personnes qui payent l'impôt de 12 millions et permes par. S'il s'agissait d'un impôt de 50 millions, la surveillance serait possible.

M. le Président demande à M. le Directeur combien il y a à Marseille de fabricants de savon?

M. le Directeur: 95; mais il faut remarquer que les ouvriers employés en dehors des savonneries et qui appartiennent sont attachés à l'industrie des savons, tout comme les autres fabricants, sont aussi nombreux que les derniers. Les fabriques de savon emploient en effet des ouvriers camionneurs, emballleurs, caissiers, etc. — cela fait un total considérable: 5000 ouvriers environ.

M. Calmou demande sur quelle considération s'appuie pour se montrer partisan de l'abolition de l'impôt?

M. le Directeur: Le Préfet craint qu'avec le maintien de l'impôt, la ville ne s'accroisse, et que des troubles ne l'ensuivent. —

M. le Comte de Saint-Vallier. La question est de savoir si la fraude peut ou non, être réprimée. M. le Directeur a répondu que cela paraît difficile, alors qu'il ne s'agit que d'un impôt de 12 millions. Cet argument ne paraît pas très-concluante, car un impôt peu considérable peut être aussi bien exercé qu'un impôt considérable.

M. Stourm. La perception de l'impôt sur les savons est assurée comme celle de tous les autres impôts. Si d'ailleurs l'impôt est maintenu, l'administration augmentera le nombre des employés chargés de la surveillance.

M. Stourm et le Directeur des Contributions indirectes de Marseille se retirent. —

M. le Président. La commission vient d'entendre les explications qui lui ont été données ces messieurs. Est-elle en situation de prendre une décision? —

Me. Rouland pense que la Commission ne peut s'occuper en ce moment de la question du fond. - Le ministre, dit-il, soumet aujourd'hui à nos délibérations, un projet de loi tendant à la suppression d'un impôt - c'est là une chose grand. Une telle proposition ne devrait se produire qu'au moment de la discussion du budget. Y avait-il urgence, y avait-il nécessité absolue de proposer aujourd'hui un dégrèvement d'impôt? C'est ce dont M. Rouland n'est pas sûr. Quant à lui, il se résoudra difficilement à voter le projet de loi. Le vote, s'il avait lieu, créerait un précédent fâcheux.

Me. Lambert de St. Croix - La chose est en effet très-grande et, avant de prendre un parti inconvénient, il faut demander de nouveaux renseignements à M. le Ministre des Finances? Nous avons en ce moment 3 budgets - le budget proprement dit - le compte de liquidation et les crédits supplémentaires - les demandes de crédits supplémentaires sont plus considérables pour 1877 que pour 1876 - Est-ce bien le moment de supprimer un impôt de 12 millions?

Me. Buffet ne considère pas le vote que la chambre a émis comme devant préjuger celui qu'elle émettra si le projet était de nouveau soumis à ses délibérations.

Me. le Président a vu des fabricants de savon de Rouen et du nord qui n'ont pas paru ajouter une grande importance à l'abolition immédiate de l'impôt. Il n'y a que les fabricants de Marseille qui la demandent. Nous pourrions donc, sans inconvénient - et je crois que c'est le parti le plus sage - réserver notre décision pour l'époque où sera discuté le budget.

Me. Lambert de St. Croix - Nous n'avons pas le droit de nous occuper en ce moment du budget de 1878. Nous sommes donc dans notre droit en refusant de statuer aujourd'hui sur le projet de loi qu'on nous soumet.

Me. Faucher - Nous sommes d'accord sur le fond. Nous ne pouvons supprimer un impôt sans savoir comment nous le remplacerons. La situation est difficile; il y a trois manières d'en sortir: approuver

5
purement et simplement le projet; Laisser les choses dans
l'état où elles sont, ou enfin voter l'ajournement =

M. le Président se déclare partisan de l'ajournement de
la discussion du projet au moment où la Chambre aura
voté le budget.

M. Calmon fait remarquer que le ministre des Finances
sollicite une solution immédiate =

M. Rouland = Il y a urgence - cela est possible -
mais je déclare que, quant à moi, je n'ai pas les
éléments nécessaires pour me prononcer dans le sens
du rejet ou dans celui de l'acceptation.

M. Baeris se préoccupe surtout par le désir
qu'il a d'éviter un conflit avec la Chambre des
Députés. L'ajournement lui paraît être la meilleure
solution. -

M. Buffet partage l'avis de M. Baeris; mais
il est préoccupé aussi de la situation que fera
l'ajournement au commerce de Savon. ce sera
pour lui l'incertitude.

M. le Président - L'impôt n'a aucune conséquence pour
la consommation qui est toujours la même. Ce qui doit
préoccuper la Commission, ce sont les rapports politiques
du Sénat avec la Chambre des Députés. L'ajournement
lui paraît être le parti le plus sage =

La Commission consultée décide qu'elle proposera
l'ajournement et désigne M. Pouyer. quertier en
qualité de rapporteur.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire de la Commission
adap

Séance du jeudi 22 mars 1877

Présidence de M. Pouryon-Quertier.

La séance est ouverte à 1 heure.

M. le Président - Le Président de la Chambre de Commerce de Marseille et deux des principaux fabricants d'huile et de savon ayant demandé à être entendus par la Commission, j'ai cru devoir déférer à leur désir.

Ces messieurs sont introduits - Ce sont M. M. Grandral, président de la Chambre de Commerce, Mortau, fabricant d'huile et Roux, fabricant de savon.

M. Grandral vient, au nom de la Chambre de Commerce de Marseille, exposer à la Commission les vicissitudes de la situation qui lui est faite en ce moment à l'industrie du savon. Le mal est grand; il ne peut l'être davantage! Les commandes sont nulles; la fabrication s'est arrêtée. Si cet état de choses se maintient, il y aura l'anéantissement complet de cette branche de l'industrie. Aussi, la Chambre de Commerce n'a-t-elle pas hésité à venir défendre ici les intérêts si compromis des fabricants de savon et à se joindre à eux pour demander la suppression immédiate de l'impôt. La taxe perçue sur le savon donne lieu à une fraude considérable qui fait que la fabrication honnête ne peut lutter contre la fabrication clandestine. Sans doute, s'il ne s'était agi que de la suppression d'un impôt comparé à un autre impôt, la Chambre de Commerce de Marseille ne demanderait pas, en premier lieu, l'abolition de l'impôt sur le savon. Il est évident que la suppression de l'impôt sur la petite ritelle, par exemple, lui fait plus vivement sentir au point de vue de l'intérêt général.

La fraude à laquelle donne lieu la taxe sur le savon est telle que l'administration, malgré les efforts qu'elle a faits pour la réprimer, n'a pu y parvenir.

Les fabricants, tourmentés par cette situation qui s'aggrave de jour en jour et contre laquelle l'administration locale n'avait pu réagir, faisaient au gouvernement, lui faisant connaître dans quelle

98
souffrance se trouvent leur industrie et lui demandent, au nom
de leur intérêt compromis, l'abolition de l'impôt. M. le ministre
des Finances, après avoir minutieusement étudié la question, après
avoir constaté que les plaintes qui lui adressaient les fabricants de
Marseille n'avaient rien d'exagéré, annonça, lors de la discussion
du dernier budget, l'abolition de l'impôt, à dater de 1878. Cette
annonce anticipée eût pour effet d'arrêter immédiatement
les commandes. Les acheteurs en gros, comptant sur la diminution
prochaine du savon exonéré de la taxe, n'achetèrent plus. Les
mêmes qui avaient acheté, refusèrent de prendre livraison de la
marchandise. Les ton, il n'y eut plus de fabrication.
Par suite, les produits chimiques ne s'élevèrent plus,
et les fabriques d'huile elle-mêmes se trouvaient très-
compromises. Toutes ces industries sont rattachées les unes aux
autres par des liens tellement étroits que, lorsqu'une
d'elle est en souffrance, les autres l'en ressentent bientôt
après.

Pour terminer les renseignements que j'ai voulu recueillir
de donner à la commission, je dirai, ajoute M. Grandval,
que l'ouvrier ne trouve actuellement sur le pavé de
Marseille, sans ressource d'aucun ordre. Cela constitue
un sérieux danger.

M. le Président demande combien il y a à Marseille
de fabriques de savon?

M. Roux. Il y a cent fabriques qui produisent 80 millions
de kilog. de savon. Ces fabriques emploient un nombre d'ouvriers
qui n'est pas inférieur à 5000. Les ouvriers fabricants qui séjournent
dans les savonneries ne sont pas très-nombreux. Les ouvriers
fabricants qui séjournent dans les savonneries ne sont pas très-nombreux
1000 environ; mais à eux-ci doivent s'ajouter les emballeurs, les
casseurs, les camionneurs qui tous sont attachés à l'industrie
du savon. En résumé, il faut compter 2000 ouvriers directs
et 3000 ouvriers indirects.

M. Pochet. La crise que traverse l'industrie du savon et
qui traverse l'industrie du savon qui tient à la perspective de voir
supprimer l'impôt dans un avenir très-prochain, doit
cesser, cela n'est pas douteux, si l'impôt est maintenu.
Quant à la fraude, comment se fait-il que l'administration
soit impuissante à la réprimer, alors que l'industrie
du savon est concentrée à Marseille, ce qui devrait
rendre la surveillance facile.

Mr. Roux répond que les fabriques de Marseille sont parfaitement exercées, beaucoup mieux assurément que celles du nord qui ne le sont pas du tout ou qui le sont très-mal.

Mr. Lambert D. St. Croix - Il résulte des renseignements qui tout fournis à la commission que trois millions de kilog. de savon s'exporteraient seulement à la taxe - Comment se fait-il que l'administration n'exporte pas ces trois millions de kilogrammes?

Mr. Roux répond que le chiffre n'est pas exact.

Mr. le Président. Mr. Roux disait tout-à-l'heure que les fabriques du nord ne sont pas exercées ou le sont mal; c'est là une erreur. Elles sont exercées comme celle de Marseille: le nord fabrique d'ailleurs une certaine quantité de savon mou qui est affranchi de l'impôt - quant à la crise, Mr. le Président ne l'attribue pas exclusivement à la fraude et à la promesse du ministre. Ce qui la précède, ce serait - ce pour- rait être la spéculation. - Depuis 6 mois, il y a eu une hausse considérable sur les matières premières - C'est, les industries ont été plus ou moins victimes de la spéculation.

Mr. Grandval ne partage pas l'opinion de Mr. le Président bien qu'il y ait eu en effet des variations très-bourgeoises dans le cours des huiles et des graines qui servent à leur fabrication.

Mr. Roux ajoute que le manque de huiles a toujours donné lieu à des spéculations.

Mr. Rostan - Le jour même où l'impôt a été voté, l'industrie des huiles et celle des savons ont été sérieusement atteintes. - Les huileries sont exercées en même temps que les savonneries. C'est une double exercise qui a donné naissance à la fraude. L'industrie clandestine fabrique des huiles concrètes, du savon qui est livré immédiatement à la consommation, sans avoir acquitté le droit. Le savon est fait en chambre et s'échappe ainsi à la surveillance de l'administration qui ne peut exercer que les fabriques. En résumé, la situation est ou ne peut plus critiquée. Il y a qui, comme Mr. Rostan a dû se résoudre à fermer son huilerie plutôt que de s'exposer à perdre 800 f. par jour.

19
M. de Freycinet demande quelle est, d'après ces messieurs, la quantité de savon qui est soumise à l'impôt ?

M. Roux l'évalue à la moitié =

M. Buffet : Un particulier peut parfaitement fabriquer du savon en chambre, sans que l'administration en ait connaissance : mais du moment où il existe une fabrique, il ne paraît pas vraisemblable que l'administration ne connaisse pas la quantité de savon qui s'y trouve.

M. Roux : Elle la connaît, mais le service des ambulants, en arguant de surveiller la campagne n'est pas toujours très-favorablement fait =

M. les Délégués se retirent.

M. Fourcand, sénateur, est introduit =

M. Fourcand a reçu des lettres de plusieurs négociants de Bordeaux qui se préoccupent vivement de la situation qui leur serait faite, si l'impôt sur les savons était aboli : ces négociants ont en magasin de grandes quantités de savon qui a payé le droit, et ils demandent qu'on leur restitue le droit, si l'impôt est supprimé. M. Fourcand se fait leur interprète en priant la commission de prendre en considération ces justes réclamations. Si on n'exonérerait que les fabriques, ajoute M. Fourcand, il y aurait là une injustice.

M. Buffet fait remarquer à M. Fourcand qu'on a accordé la faculté d'entrepôtaires à tous les négociants qui payaient une licence de 25 francs : ceux qui n'ont pas acquitté cette licence ont dû payer de savon en magasin =

M. Fourcand répond que les négociants qui lui ont écrit ont de grandes quantités de savon en magasin : s'ils n'ont pas voulu bénéficier de la faculté d'entrepôtaires qu'on leur proposait, c'est uniquement pour ne pas se soumettre à la surveillance permanente de la régie =

M. Pouyer-Quertier et le Comte de Saint-Pallier donnent lecture à la commission de lettres qu'ils ont reçues de plusieurs négociants de Bordeaux et de Caen qui réclament également la restitution des droits qu'ils ont acquittés, dans le cas où l'impôt serait supprimé.

M. Fourcand se retire après avoir annoncé à la

commission qui dans le cas où elle ne voudrait pas
devoir prendre en considération les réclamations
des négociants de Bordeaux, il les reproduira
devant le Sénat, par voie d'amendement.

M. le Président pense que la commission doit
être aujourd'hui suffisamment éclairée sur la question.
Monsieur le Comte de la Dernière séance, il a été décidé
qu'on proposerait l'ajournement de la décision
à prendre sur la question de l'impôt des savons
au moment de l'examen du budget de 1878 =
C'est en effet le parti le plus sage, ajoute
M. le Président, car il s'agit de la suppression
d'un impôt, mesure grave dont nous ne pouvons,
en ce moment, apprécier l'utilité ou le inconvénient.

M. de Freycinet désirerait, avant de prendre
un parti, entendre M. le Ministre des Finances.
D'un côté, les plaintes des fabricants de Marseille
ne peuvent le laisser indifférent. D'un autre côté,
il a entendu hier M. Stoum de déclarer à la com-
mission que la fraude pourrait être réprimée,
tandis qu'au contraire M. le Ministre
s'appuie sur la fraude pour demander la suppression
de l'impôt. Ces contradictions laissent subsister
des doutes sérieux dans l'esprit de M. de Freycinet,
et il est pour les dissiper qu'il désire obtenir de
M. le Ministre de nouveaux renseignements.

M. Buffet. L'objection principale des fabricants contre
l'impôt, c'est la fraude. Si l'impôt n'est pas suppri-
mé avant 1878, la consommation ne diminuera pas
pour cela... que pendant quelque temps, la perspective
de l'abolition prochaine de l'impôt ait pu empêcher
l'épicer d'activer, cela est possible. Mais le
maintien de l'impôt ne peut avoir aucun influence
sur la consommation. Tous les autres impôts
ont d'ailleurs donné lieu à la fraude, et peut
être celle qui se pratique sur l'impôt des
savons est-elle moindre que celles qui se
pratiquent sur les autres impôts.

M. le Comte de Saint-Vallier désirerait
demander à M. le Ministre des Finances
dans quelle proportion il espère pouvoir restreindre

la fraude -

Me. Buffet pense que sur la question de la fraude Me. le Ministre ne pourrait rien ajouter à ce qu'a dit hier le Directeur du Contrôlement intérieur à Marseille.

Me. Caillaux ne voit pas qu'on puisse abolir un impôt régulièrement avant le vote du budget. La Commission décide qu'elle entende M. le Ministre des finances -

Me. le Ministre est introduit -

Me. le Président - La Commission desire être renseignée, Monsieur le Ministre, sur l'objet de l'importance de la fraude auxquelles donne lieu la perception de l'impôt du savon.

Me. le Ministre répond qu'il est très-difficile de préciser - La fraude existe - cela n'est pas douteux - La Commission a entendu les renseignements qui lui ont été donnés par le fabricant de Marseille. Ils vous ont dit que le commerce honnête ne pourrait tenir plus longtemps devant la concurrence que lui fait la fabrication clandestine. L'administration sait qu'il y a une quantité de savon qui ne paie pas l'impôt, mais elle ne peut évaluer exactement cette quantité -

Me. le Ministre a lutté longtemps contre les plaintes des fabricants marseillais. Et il ne s'est décidé à proposer l'abolition de l'impôt que lorsqu'il a été vaincu par l'évidence.

Me. Buffet : nous avons demandé aux fabricants lequel de l'impôt sur l'huile ou de l'impôt sur le savon, ils désiraient voir supprimer le premier ? Ils nous ont répondu que la fraude était plus considérable sur la huile que sur le savon, ils préféreraient voir supprimer en premier lieu l'impôt sur la huile.

Me. le Ministre : Le Champ de fraude sur la huile est plus limité - l'impôt sur la huile est un droit d'octroi, ce qui rend la fraude difficile lorsque les huileries sont concentrées dans une ville.

M. Lambert de St Croix n'est pas partisan de l'abolition de cet impôt car, dit-il, si nous le supprimons, cela créera un précédent fâcheux. Il n'est pas douteux, en effet, que les autres industries ne se croient autorisées à demander la suppression de l'impôt qui pèse sur chacune d'elles. Tous les petits impôts sont nuisables. M. le Ministre a-t-il bien réfléchi aux conséquences de la mesure qu'il propose? —

M. le Ministre. Cela est en effet défectueux. Le système français qui consiste à annoncer au pays l'abolition d'un impôt a de sérieux inconvénients. Si l'impôt n'est supprimé qu'au mois de juillet, l'industrie du savon va se trouver dans une situation intolérable —

M. Bocher. La Chambre n'a pas discuté la question au fond. Le jour où il serait démontré qu'il n'y a que la fraude qui est cause de la situation dans se plaignent les fabricants honnêtes et que l'administration a eu main levée des moines de la répression, il se pourrait que la Chambre revint sur son vote —

M. le Ministre se retire —

Après une discussion approfondie, la Commission décide à l'unanimité que l'ajournement sera proposé au Sénat et qu'un rapport sera fait. Dans ce sens, par M. le Président.

~~~~~

M. le Président. La Commission est saisie relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession de divers chemins de fer en Algérie.

M. l'amiral De La Roncière a bien voulu se charger de faire le rapport —

M. l'amiral De La Roncière n'a pas encore terminé son rapport, mais il est en mesure de donner des renseignements à la Commission du renseignement sur le projet de loi.

L'Assemblée nationale a voté le 1<sup>er</sup> décembre 1875 l'établissement d'un chemin de fer de



83  
Constantine à Sétif. Le Gouvernement demande  
aujourd'hui aux Chambres d'approuver la concession  
faite par le Gouverneur général de l'Algérie de  
deux lignes destinées à relier, dans un avenir prochain,  
Tanger, Alger et Tunis.

Ces lignes sont celles :

1<sup>re</sup> de Duvivier à Souk-Arkhaz avec prolongement  
jusqu'à Oidi-el-Hemessi.

2<sup>de</sup> De Guelma au Chemin de Constantine à Sétif,  
au Kroubs. Cette seconde ligne forme le prolongement  
du chemin de fer de Bône à Guelma.

Au point de vue des intérêts militaires, et commerciaux  
elle est d'une utilité incontestable. La ligne  
de Duvivier à Souk-Arkhaz doit jouer le rôle  
de la grande Vallée de la Medjerda qui se  
continue dans cette direction, qui aboutit à une  
grande ville et qu'il est essentiel de relier à  
l'Algérie française.

L'entreprise est exécutée au moyen d'un forfait  
dont le chiffre s'élève à 80 millions : aucun subvention  
n'est accordée.

On comprend d'ailleurs toute l'importance de ce travail  
de ligne, lorsqu'il s'agit de rattacher le réseau  
Algérien au réseau Tunisien, actuellement en  
construction et d'ouvrir ainsi une voie de communication  
entre les deux pays voisins et amis.

M. Caillaux n'a pas le élément nécessaire  
pour se prononcer sur un point aussi délicat  
sur cette grave question. Le projet mérite au moins  
examen. Ne pourrait-on en remettre la discussion  
à une époque ultérieure ?

M. le Comte de Saint-Vallier est d'avis qu'il  
faut statuer sans délai. Il y a là une considération  
politique qui doit dominer toutes les autres  
considérations. L'Italie et l'Allemagne desirant  
pouvoir devenir concessionnaires du chemin de fer  
de Tunis et si, le 1<sup>er</sup> Mai, la concession accordée  
à l'entreprise de Babington devient caduque,  
ils n'ont pas d'autre moyen qu'elle ne s'en rendent  
concessionnaires. Il y a donc là pour nous  
plus qu'un intérêt de mesage : il y a surtout



un danger à éviter.

La Commission décide qu'elle entendra à la prochaine séance M. le Directeur général des Chemins de fer.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire de la Commission.  
Edouard

Séance du Vendredi 23 Mars 1877.

Présidence de M. Pouyer-Quertier.

M. le Directeur général des Chemins de fer assiste à la séance.

La séance est ouverte à 5 heures.

M. le Président a fait prier M. le Directeur général des Chemins de fer de vouloir bien assister à la séance de la Commission pour lui donner des renseignements au sujet du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession de divers chemins de fer en Algérie.

M. l'Amiral de la Roncière le Noury dit qu'il a rapporté qu'il a été chargé en prêt. Il peut en donner immédiatement lecture à la Commission.

La Commission, après avoir décidé qu'elle entendra en premier lieu en ses explications M. le Directeur des Chemins de fer, M. le Président lui donne la parole.

M. le Directeur : La Commission a pu s'étendre de la hâte avec laquelle le Gouvernement a présenté ce projet de loi. En voici les motifs :

Si le premier mai prochain, le tracé du chemin de fer de Tunis ne sont pas consommés, la concession accordée à la Société des Pontignelles deviendra caduque.



95  
comme cela a eu lieu déjà pour la compagnie  
Anglaise, précédente concessionnaire. Ce qui complique  
les questions et lui donne une tournure d'une gravité  
exceptionnelle c'est qu'aujourd'hui l'Italie et l'Alle-  
magne couvrent la concession du chemin de fer de Tunis.

Le Gouvernement vous demande d'approuver la  
concession faite par le Gouverneur général de l'Algérie  
de la ligne :

1<sup>re</sup> de Durviller à Souk-Arhab avec prolongement jusqu'à  
Djidi-Hemessi =

2<sup>re</sup> de Guelma au chemin de fer de Constantine à Sétif,  
aux environs de Kouba =

M. le Directeur nous fait pas que ces deux tronçons de ligne  
sont appelés à une bien grande prospérité avant un certain  
temps : Il ne pourrait bien qu'il y ait insuffisance de  
produit pendant les premières années de l'exploitation.  
Mais le sacrifice est nécessaire : on ne saurait trop se fier  
assurément pour étendre et affermir notre domination en  
Algérie, et c'est sans doute tout ce qu'on vous demande de  
garantir un capital considérable destiné à créer un chemin  
de fer : les chemins de fer déjà établis en Algérie et  
notamment celui de Philippeville à Constantine sont  
en pleine prospérité =

M. le Président demande quelle est la longueur  
du chemin de fer concédés ?

M. le Directeur : 1400 kilomètres y compris l'apartie  
tunisienne. Le prix du tracé est de 120000 fr. par kilomètre.

M. Caillaux demande s'il est absolument indispen-  
sable de voter immédiatement ce projet de loi ? de voter  
sans réflexion, sans examen lui paraît une chose grave.

M. Caillaux désirerait connaître la convention  
signée entre la société des Batignolles et le Gouvernement  
Tunisien =

M. le Directeur répond quelle est jointe au dossier. =

M. Caillaux : Il faut donc voter toute que toute ce  
projet, même s'il y a des erreurs ?

M. le Directeur : Le vote est si urgent qu'il y a un  
moment qu'il y a à Tunis une escouade d'ouvriers italiens  
et allemands qu'on a mis à se mettre au travail, dans le cas  
où la convention de la société des Batignolles deviendrait  
caduque =



Me. Bocher = La situation est telle que nous devons accepter immédiatement le projet qui nous est soumis, voilà la question = nous sommes obligés ou de refuser ou d'opposer les yeux fermés. M. Bocher s'incline devant les raisons politiques qu'on a fait valoir = Il votera par. qu'il le faut, mais il se refuse à discuter, on ne lui en laisse pas le temps.

Me. Lambert de Ste Croix ne s'explique pas qu'on n'ait pas songé, lorsque la convention a été signée, à y insérer une clause qui en empêchât la caducité à 2<sup>e</sup> bout de l'air. =

Me. le Comte d'Andlau dit qu'on lui a montré les avantages des chemins de fer projetés, mais qu'il n'en connaît pas les inconvénients = Est-ce que l'Italie ne prendra pas ombage de nous voir entrer ainsi en Tunisie? Heurs cinquante ans, le chemin de fer appartiendra à la France. Cette considération touchera-t-elle M. d'Andlau. =

Me. Caillaux désirerait entendre M. le Ministre des Finances =

Me. Lambert de Ste Croix pense que le Ministre des affaires étrangères devrait être également consulté.

Me. le Comte de Saint-Vallier répond que le Ministre des Affaires étrangères désire le vote du projet. Il est évident que le but de la Compagnie Anglaise, premier concessionnaire du chemin de fer Tunisien, était d'amoindrir notre influence à Tunis. Nous avons eu longtemps à lutter contre l'influence Anglaise, aujourd'hui détruite. Mais le danger qui a diminué de ce côté, est devenu plus grand d'un autre côté. En effet, nous sommes menacés aujourd'hui par l'influence Italico-Allemande. Me. de Saint-Vallier sait qu'un agent allemand a été envoyé depuis peu à Tunis, uniquement pour s'emparer de la concession du chemin de fer Tunisien, dans le cas où la concession de ladite Société Française deviendrait caduque. Il y a donc là un très-grand danger que nous devons éviter. M. de Saint-Vallier est préoccupé du côté financier de la question, mais le côté politique le touche davantage. L'ajournement du projet, c'est le rejet. Pourrions-nous prendre la responsabilité d'un rejet? - Me. de Saint-Vallier ne l'ose pas.



17  
M. l'amiral de la Roncière le Noury donne lecture  
de son rapport qui est approuvé, après quelques modifications.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire de la Commission,

Adapt

Séance du Samedi 14 mars 1877 -

Présidence de M. Pouyer. Guettier -

La séance est levée à 10 heures.

M. Pouyer. Guettier donne lecture à la Commission  
de son rapport sur le projet de loi portant abolition  
du droit d'accise sur les savons, rapport qui est approuvé  
à l'unanimité, après quelques modifications.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,

Adapt

Séance du lundi 7 mai 1877 -

Présidence de M. Caillaux -

M. le Comte de Saint-Vallier - Le Sénat est  
saisi d'un projet de loi relatif à la composition de  
la Commission chargée de réviser les affectations  
d'immeubles aux divers services publics et au logement  
des fonctionnaires des ministères dans le bâtiment  
du domaine l'Etat.

C'est pour examiner ce projet que la Commission a



été couvagnée.

Le Sénat vota, au mois d'août dernier, un projet de loi ayant le même objet. Ce projet voté par le Sénat, fut soumis aux délibérations de la Chambre des Représentants qui y ajouta de nouvelles dispositions. Aujourd'hui le projet modifié par la Chambre revient devant le Sénat. Et le Gouvernement, dans l'exposé en motifs, sans proposer un texte formel, demande implicitement au Sénat de modifier, à son tour, la loi votée par la Chambre, en la ramenant à la loi de 1833, tombée en désuétude.

La proposition du Gouvernement est excellente, car le projet Wilson, voté par la Chambre, est insuffisant pour certains ministères.

Il serait à désirer, par exemple, que le chef du Cabinet fût logé au ministère. C'est lui, en effet, qui a le dépouillement de la correspondance et des dépêches adressés au ministre.

En ce qui concerne le ministère des Affaires étrangères, il serait à souhaiter qu'on restituât au directeur des archives le logement qu'on a eu devoir lui enlever. Ce fonctionnaire ne doit jamais quitter son dépôt.

En résumé, le Gouvernement pense qu'il n'est pas possible de faire, d'une façon complète, dans une loi, la désignation de fonctionnaires qui pourraient être logés. Il prend en outre l'avis de telle circonstance qui nécessite, soit momentanément soit d'une manière permanente, le logement d'un fonctionnaire, ne rentrant pas dans les catégories déterminées par la loi. Aussi, lui paraît-il désirable que la loi à intervenir contienne une abrogation expresse de l'art. 27 de la loi de 1871, sauf à confier à la Commission chargée de la révision des affectations d'immeubles, les mêmes attributions, en ce qui concerne les conventions de logement.

M. De Freycinet. Demande si le Gouvernement présente un texte de projet de loi?

M. Caillaux. Le projet qui nous soumet n'est autre que celui que la Chambre a voté. Le Gouvernement se contente d'accompagner d'un simple vœu. Il désirerait que le Sénat prît l'initiative de la modification qu'il désire.

M. Paris. Il s'agit ici d'un projet de loi voté par la



99

Le Sénat aux modifications et enfin renvoyé aujourd'hui à  
une seconde délibération de l'Etat. On comprendrait suf-  
fisamment que le Sénat veut modifier, proprio motu,  
un projet déjà voté par lui. Pour procéder plus  
régulièrement, il serait bon que la Commission  
invite M. le ministre des finances à modifier son  
projet.

M. de Freycinet. et à présenter un texte formel.

M. Buffet. Le ministre a le droit, comme  
Sénateur, de présenter des amendements, mais  
comme membre du Gouvernement, il doit présenter  
un nouveau projet de loi.

La Commission décide qu'elle entendra M.  
le ministre des finances, le jour de sa plus prochaine  
séance.

La séance est levée à 2 h.  $\frac{1}{4}$ .

Le Secrétaire de la Commission,  
Adryen

Séance du lundi 14 mai 1877 —

Présidence de M. Dreyer. Quertier —

La séance est ouverte à 1 heure.

M. le Ministre des finances assiste à la séance.

M. le Président. La Commission désire entendre M. le ministre  
des finances, au sujet du projet de loi relatif au logement des  
fonctionnaires des ministères dans les bâtiments du Domaine  
de l'Etat.

M. le Ministre. Le Gouvernement a présenté le 9 août  
1876, à la Chambre des députés, un projet de loi voté par  
le Sénat le 7 du même mois, ayant pour objet de modifier  
la composition de la Commission chargée de réviser les  
affectations d'immeubles faites aux divers services publics.



La Commission du Budget, ayant d'avoir fait son rapport sur le projet qui lui avait été renvoyé par la Chambre proposa d'introduire dans la loi de finances deux dispositions nouvelles : La première accordant le logement, aux frais de l'Etat, aux ministres, sous-secrétaires d'Etat et chefs de Cabinet : La seconde, dispenser que "Les Secrétaires généraux, chefs de service et autres fonctionnaires qui sont logés aux frais de l'Etat venant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1877, de jouir de ces logements et des avantages qui y sont attachés".

Lorsque ces articles vinrent en discussion, le Gouvernement tout en faisant des réserves, quant à leur rédaction, demanda que l'examen en fût renvoyé à l'époque où serait discuté le projet de loi spécial sur la composition de la Commission chargée de réviser les affectations. La Chambre, reconnaissant la connexité qui existait entre les deux projets, prononça la distraction des articles proposés par la Commission du budget et leur renvoi à la Commission chargée de l'examen de la loi spéciale.

Avant la Commission, M. le ministre déclara que le Gouvernement ne s'opposait pas à ce que la Commission chargée de donner son avis sur la révision des affectations, s'occupât également des concessions de logements ; mais il a, en même temps, exprimé l'opinion qu'il y avait des inconvénients à se limiter d'une façon trop étroite, les possibilités de logement pour les fonctionnaires. Il a demandé en conséquence, que la loi se bornât à investir la Commission de révision des affectations d'immubles de mêmes attributions en ce qui concerne les concessions de logements, et à supprimer l'attribution de logement pour les ministres, résultant de l'art. 27 de la loi du 16 mai 1871.

La Commission a persisté dans son intention de déterminer par un texte spécial les fonctionnaires des Ministères qui pourraient être logés et elle a proposé plusieurs articles qui ont été votés par la Chambre =

Le Gouvernement est frappé, comme la Chambre de l'inconvénient que présenterait le maintien de la disposition législative qui interdit aux ministres et aux sous-secrétaires d'Etat d'être logés dans



des immeubles appartenant au domaine. Il admet également sous la réserve, sous la réserve du droit du pouvoir exécutif, l'intervention dans l'examen des concessions de logement, de la commission chargée de réviser les affectations d'immeubles à des services publics. Il n'est pas moins desirieux que la Chambre de voter les lois qui auraient pour objet et pour objet principal la répartition de la propriété foncière. Mais il continue de penser que la présentation aux Chambres, comme annexe au budget de l'état de logement, ou sous la forme d'une commission spéciale, ne peut offrir des garanties suffisantes. Il considère, comme inutile et comme impossible à faire, d'une façon complète et exacte, la désignation, dans une loi, des fonctionnaires qui pourront être jugés, ou les causes qui justifient le logement variant de ministère à ministère. Il peut, en outre, survenir telle circonstance qui nécessite, soit momentanément, soit d'une façon permanente, le logement d'un fonctionnaire ne rentrant pas dans les catégories déterminées par la loi. Il est donc indispensable que le Gouvernement ne soit pas, dans un moment donné, empêché, par un texte de loi d'assurer le fonctionnement d'un service public, ou soit obligé, pour arriver à ce résultat, de promulguer un article de loi complémentaire. Aussi, lui paraîtrait-il desirable que la loi à intervenir contînt une abrogation expresse de l'art. 27 de la loi du 16 mai 1871, sauf à confier à la commission chargée de la révision des affectations d'immeubles, les mêmes attributions qu'elle a pour les concessions de logement. —

Il faut encore dire, les art. 1 et 2 du projet voté par la Chambre des députés seraient supprimés et remplacés par une disposition plus générale. —

M. le Cte de Saint-Vallier donne lecture de son rapport qui est adopté.  
La séance est levée à 2 heures.

Le secrétaire de la Commission,  
Adapt



Séance du Vendredi 15 juin 1877 -

Présidence de M. Pouyer. Gouretier -

La séance est ouverte à 1 heure.

M. Rouland donne lecture de son rapport sur un projet de loi portant ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1876, d'un crédit de 23,800.000 francs, pour amortir la dette d'appropriation des fabriques d'allumettes chimiques -  
Le rapport est adopté.

La séance est levée à 1 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,  
Adapt

Séance du Samedi 16 juin 1877 -

Présidence de M. Pouyer. Gouretier

La séance est ouverte à 1 heure -

M. le baron de Guay donne lecture à la Commission de son rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de l'Intérieur : 1° sur l'exercice 1875 d'un crédit de 146,490 fr. 36 centimes ; 2° sur l'exercice 1876, d'un crédit de 401,000 fr. pour frais supplémentaires relatifs au Journal officiel.  
Le rapport est adopté.

La séance est levée à 1 h. 1/2 -

Le Secrétaire de la Commission,  
Adapt



Séance du Mercredi 22 juin 1877

Présidence de M. Pouyer, questeur.

La séance est ouverte à 1 heure -

M. le Comte d'Audlau donne lecture : 1<sup>o</sup> de son rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des députés et portant ouverture au ministre de la guerre d'un crédit de 209,18,808 pour le compte de liquidation de l'exercice 1877 - le rapport est adopté ;

2<sup>o</sup> de son rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, et portant ouverture au ministre de la guerre d'un crédit de 946,246 f. - le rapport est adopté.

La séance est levée à 1 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,  
Adrien L.

Séance du Mercredi 23 juin 1877.

Présidence de M. Rouland, vice-président.

La séance est ouverte à 1 h. 1/2 -

M. Cazot donne lecture de son rapport sur un projet de loi, précédemment voté par la Chambre des députés, portant répartition de fonds de 4 millions destinés à venir en aide aux départements (exercice 1878).

Le rapport est adopté.

M. l'amiral baron de la Roncière le Noury donne lecture de son rapport sur un projet de loi, précédemment adopté par la Chambre des députés, et portant ouverture, au ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1877



les suppléments de crédits montant à 718 169 f.  
le rapport est adopté.

La séance est levée à 2 h.

Le Secrétaire de la Commission,  
Adapt

Séance du Samedi 8 décembre 1877

Présidence de M. Pouyer-Quertier

La séance est ouverte à 1 heure

M. le Président a communiqué la commission pour  
délibérer sur un projet de loi, adopté par la chambre  
des députés, ayant pour objet d'allouer une subvention  
de 100 000 f. aux établissements français de l'Inde.  
M. le baron de Guay est nommé rapporteur à  
l'unanimité.

La séance est levée à 1 h. 1/2 -

Le Secrétaire de la Commission.

De R. S.



Séance du Lundi 17 décembre 1877 -

Présidence de M. Rouyer, questeur

La séance est ouverte à 2 heures. -

M. le Président : La Chambre des Députés a voté, dans la séance de samedi dernier : 1<sup>o</sup> le projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1878; 2<sup>o</sup> le projet de loi portant : 1<sup>o</sup> autorisation de percevoir les impôts et revenus publics pendant les mois de janvier et février 1878; 2<sup>o</sup> Overture sur l'exercice 1878 de crédits provisoires montant à 529,500,000 F. - Bien que le Gouvernement n'ait pas encore déposé sur le bureau du Sénat ces projets de loi, M. le Président, vu l'extrême urgence qui il y a à les voter, a cru devoir réunir la Commission pour délibérer sur ces projets qui, sous aucun autre rapport, n'ont été déposés sur le bureau à la séance d'aujourd'hui. -

M. le Ministre des Finances est introduit. -

M. le Ministre : La Chambre des Députés a voté, inopinément les contributions directes, des crédits provisoires s'élevant à la somme de 529,500,000 F. Le Gouvernement, pressé par le temps, a demandé ces crédits nécessaires pour deux mois au fonctionnement régulier des services publics. Le vote de la Chambre n'engage pas d'ailleurs l'ensemble du Budget, sur lequel toutes réserves ont été faites. -

M. le Président demande à M. le Ministre si le vote des contributions directes, notamment celui des centimes additionnels des patentes pourrait être modifié. -

M. le Ministre répond que l'adoption par la Chambre des Députés du projet présenté par le Gouvernement rend presque impossible un sigèvement sur l'impôt des patentes. Les rôles vont être communiés et s'il survient ensuite une modification quelconque elle ne pourrait se faire sans de grandes difficultés. -

M. Bocher : des modifications, s'il y en a, se poursuivront lors de la discussion du Budget de 1878. -

M. le Ministre répond que cela lui paraît difficile, la question se trouvant déjà à peu près engagée par le vote de la Chambre. -

M. Lambert de St Croix demande si les crédits de 529,500,000 F. s'appliquent au budget de 1877. -

M. le Ministre répond qu'il s'agit bien sur le projet de budget de 1878, présenté par M. Caillaux. -

M. Lambert de St Croix : Lorsque le Gouvernement demandera



le vote de douzièmes provisoires, les douzièmes portent en général sur le budget précédent.

M. le Président fait remarquer que les crédits demandés ne devraient pas être absolument considérés comme des douzièmes provisoires, mais plutôt comme la somme nécessaire au besoin des services publics pendant deux mois.

M. Lambert de Sainte Croix. Le système qui consiste à voter deux douzièmes provisoires sur le budget de 1878 constitue une dérogation aux principes suivis jusqu'à ce jour en pareille matière. En votant aujourd'hui les crédits demandés, il est évident que nous accordons au ministre le droit de faire des virements. M. Lambert de Sainte Croix rappelle les douzièmes provisoires votés en 1871 par l'Assemblée nationale pour lesquels il y eut une base de répartition fixée par un décret.

M. Baucher. Le système des douzièmes provisoires tel que les demande le Gouvernement constitue un système nouveau. Les crédits devraient porter sur le budget de 1877 qui est connu et non sur celui de 1878 qui n'a même pas encore été examiné. C'est là un précédent fâcheux.

M. Rouland. Le système qui consiste à détacher d'un budget non encore voté certaines sommes, n'est pas sans doute très régulier. Il est évident qu'il eût mieux valu s'en tenir au budget voté. Mais la Chambre ayant adopté une autre règle, nous devons l'adopter aussi pour éviter tout ce qui pourrait ressembler à un conflit.

M. Lambert de Sainte Croix. Il n'est pas dit dans le projet de loi que les 879,500,000 fr. seraient répartis, d'après le projet de budget présenté par M. Caillaux pour 1878. Il serait peut-être plus régulier, au point de vue du Trésor, de se conformer au budget de 1877 qu'au budget incertain de 1878.

M. Caillaux répond qu'il faut distinguer entre le budget des recettes et celui des dépenses. Quant au budget des dépenses, celui qu'il a présenté ne diffère pas de celui présenté par le Gouvernement. Si on voulait faire le calcul des deux premiers mois, on verrait que la différence est insignifiante entre les deux projets.

M. Buffet donne lecture de l'art. 3 de l'emp. : un motif et demande à M. le Ministre des explications sur les derniers mots de cet art. : seront perçus conformément aux lois et dispositions existantes.



87  
M. le Ministre répond que le Gouvernement a entendu par là qu'il serait procédé, en ce qui concerne la répartition des crédits demandés, comme il a été procédé lors des votes des précédents douzièmes provisoires, comme en 1848.

M. Buffet fait remarquer que la loi de 1848 fixe la base de la répartition. Cette répartition n'était pas arbitraire. Il n'en est pas de même aujourd'hui. Le Gouvernement a une entière latitude. Pour sauvegarder la responsabilité du Gouvernement, il vaudrait mieux établir une base de répartition.

M. le Ministre répond que le budget de 1878 différant peu de celui de 1877, il n'a pas paru nécessaire au Gouvernement d'établir une base de répartition.

M. Rouland désireait des garanties pour la répartition des 529,500,000 f.

M. Bocher répond que si on fait des modifications au projet voté par la Chambre, cela pourra créer un conflit qu'il faut, avant tout, éviter.

M. Paris propose d'insérer dans le rapport le tableau de répartition préparé par M. le Ministre des Finances.

M. le Ministre. En ce qui concerne les crédits s'élevant à 529,500,000 f. on a pris le 6<sup>e</sup>. Quant à la répartition de ces crédits, elle serait faite conformément au tableau dont M. le Ministre a donné lecture.

La séance est suspendue à 2 h. 1/2 et reprend à 4 h. 1/2.

M. Buffet demande qu'on exprime dans le rapport le regret qu'il n'ait pas été fait, comme en 1848, une base de répartition des crédits demandés; que si le Sénat n'exige pas cette base en ce qu'il s'agit de voter grand même ces crédits, l'act qu'il se trouve placé sous l'empire d'une impérieuse nécessité. Quant au vote du budget partiel ou total, on n'en a jamais fait une question de confiance.

M. Buffet votera le projet tel qu'il est présenté, mais il ne le fera que parce que la situation actuelle le lui impose. Si la Commission n'accepte pas les observations présentées par M. Buffet, il demandera qu'elle s'occupe quand même d'en faire mention dans le rapport, comme exprimant l'opinion d'un membre de la Commission.

La Commission désigne M. Pouyer-Quertier en qualité de rapporteur.



27  
La séance est levée à 5 h.  $\frac{1}{2}$ .

Le Secrétaire de la Commission

Adouph

Séance du Mardi 18 décembre 1877 -

Présidence de M. Pouyer-Quertier -

La séance est ouverte à 1 heure -

M. Pouyer-Quertier donne lecture de son rapport :  
1<sup>o</sup> sur le projet de loi relatif aux contributions directes  
à percevoir en 1878 ; 2<sup>o</sup> le projet de loi portant : 1<sup>o</sup> autorisation  
de percevoir les impôts et revenus publics pendant les  
mois de janvier et février 1878 ; 2<sup>o</sup> ouverture sur  
l'exercice 1878 de crédits provisoires montant à  
519,500,000 f.

Le rapport est adopté par la commission,  
après quelques modifications.

La séance est levée à 5 h.  $\frac{1}{2}$ .

Le Secrétaire de la Commission,

Adouph